

Demande d'extrait du registre des faillites sur un tiers selon art. 8a LP et 13 ALVLP (demande de renseignement)

OFFICE DES FAILLITES DE L'ARRONDISSEMENT

Sujet de la demande :

Nom ou raison sociale :

Prénom ou complément raison sociale :

Date de naissance :

Rue, n° :

Code postal :

Localité :

Je demande à l'office des faillites de me délivrer un extrait du registre des faillites au sujet de la personne ou société précitée.

Données du demandeur :

Nom ou raison sociale :

Prénom ou complément raison sociale :

Rue, n° :

Code postal :

Localité :

N° de téléphone :

E-mail :

Lieu et date :

Signature :

Une avance de frais est susceptible d'être réclamée au requérant avant le traitement de la demande.

Art. 8a LP

1 Toute personne peut consulter les procès-verbaux et les registres des offices des poursuites et des offices des faillites et s'en faire délivrer des extraits à condition qu'elle rende son intérêt vraisemblable.

2 Cet intérêt est rendu vraisemblable en particulier lorsque la demande d'extrait est directement liée à la conclusion ou à la liquidation d'un contrat.

3 Les offices ne doivent pas porter à la connaissance de tiers

- a. les poursuites nulles ainsi que celles qui ont été annulées sur plainte ou à la suite d'un jugement;
- b. les poursuites pour lesquelles le débiteur a obtenu gain de cause dans l'action en répétition de l'indu;
- c. les poursuites retirées par le créancier;
- d. les poursuites pour lesquelles une demande du débiteur dans ce sens est faite à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification du commandement de payer, à moins que le créancier ne prouve, dans un délai de 20 jours imparti par l'office des poursuites, qu'une procédure d'annulation de l'opposition (art. 79 à 84) a été engagée à temps; lorsque la preuve est apportée par la suite, ou lorsque la poursuite est continuée, celle-ci est à nouveau portée à la connaissance de tiers.

4 Le droit de consultation des tiers s'éteint cinq ans après la clôture de la procédure. Les autorités judiciaires et administratives peuvent encore, dans l'intérêt d'une procédure pendante devant elles, demander la délivrance d'un extrait.

Art. 13 ALVLP

1 Nul n'est tenu de justifier d'un intérêt pour consulter le registre des pactes de réserve de propriété (art. 715 CC Aet 17 OTF du 19 décembre 1910 B).

2 Cette justification n'est pas non plus nécessaire pour la communication, écrite ou verbale, des indications contenues dans le registre des actes de défaut de biens et dans le registre des faillites, au sujet de toute personne nommément désignée par le requérant. Les renseignements communiqués en pareil cas comprennent exclusivement les nom, prénoms et domicile du débiteur ou du failli, les dates d'ouverture et de clôture de la faillite, le montant et la date de chaque acte de défaut de biens.